

l'enseignement en question(s)

Le Pacte d'excellence pour l'école : trop peu et trop vite ?

Joëlle Milquet a lancé le débat devant aboutir à la conclusion d'un projet pour relancer l'école. Résultats d'ici Pâques 2016. N'est-ce pas un peu rapide ?

En janvier de l'année dernière, une trentaine d'associations appelaient le monde politique à ouvrir un vaste débat aux fins de « refonder l'école ». Cet appel fédérait les syndicats enseignants, syndicats interprofessionnels, une série de mouvements pédagogiques, la Ligue des familles, les associations de parents, le Mouvement ouvrier chrétien, la Ligue des droits de l'homme, etc.

Que du beau linge !

Et leur appel a été entendu.

Dans son accord de majorité scellé en juillet dernier, le gouvernement de la Communauté française a prévu d'organiser le débat demandé. Ministre de l'Education, Joëlle Milquet (CDH) a été chargée d'organiser l'affaire.

Les débats ont été lancés le 26 janvier dernier. Ils mobiliseront l'ensemble des acteurs (syndicats, pouvoirs organisateurs, directeurs, parents, etc.). Ils devront aboutir à ce que Milquet appelle un « Pacte d'excellence ». Les discussions s'articuleront sur quatre grands thèmes – le thème « profs/directeurs », le thème « élèves », le thème « contenu » et le thème « gestion ».

Question timing ? L'opération tiendra en cinq phases.

Un : d'ici avril 2015, un état des lieux de l'édifice scolaire devra être réalisé.

Deux : d'ici décembre 2015, un plan d'actions devra être arrêté.

Trois : d'ici mars 2016, ce plan sera expliqué aux acteurs de terrain qui pourront réagir.

Quatre : adoption du Pacte d'excellence en avril 2016.

Cinq : lancement de sa mise en œuvre selon un échéancier courant jusqu'en 2025.

Ce seul calendrier cabre une série d'acteurs. Comme on le lira ci-dessous, c'est le cas de l'Aped (Appel pour école démocratique). Le tempo est jugé beaucoup trop serré. Aussi, le seul fait de fixer une échéance aux échanges est jugé contraire à l'idée même d'un débat libre et sans tabous. Sur le contenu, il y a contestation aussi. L'Aped juge Milquet trop prudente par rapport aux structures de l'école et trop amicale à l'endroit du monde économique. Bref : pour l'Aped, c'est trop peu et trop vite. ■

P.Bn

l'enseignant « Il ne sert à rien de se presser »

Nico Hirtt, enseignant désormais à la retraite, est membre de l'Aped (Appel pour une école démocratique).

L'an dernier, votre association, avec la CGE (Changement pour l'égalité), avait demandé un vaste débat sur l'école. Vous l'avez. Vous êtes content ?

Oui, nous étions demandeurs d'un débat allant dans le sens d'une refondation de l'école. Nous voulions une réflexion sur la place de l'école dans la société du XXI^e siècle – c'est prévu et on est donc contents. On voulait aussi une réflexion sur le problème majeur de l'enseignement, à savoir l'inégalité et la ségrégation sociale.

Bref : la démarche est bonne. Alors qu'est-ce qui vous fâche ?

La lecture du document d'introduction du Pacte excellence nous laisse mi-figue, mi-rai-

sin. La ministre Milquet évoque l'inégalité sociale. Mais elle dit qu'il n'est pas question de réformes structurelles de l'école. Et là, on ne comprend pas ! Les études, et elles sont nombreuses, montrent précisément que l'organisation structurelle de notre école est le facteur déterminant dans la création de ces inégalités sociales.

Et quels sont ces facteurs organisationnels ?

L'une des particularités les plus fortes de notre enseignement, c'est le fait que les parents ont le droit et l'obligation de choisir l'école de leur enfant. Nous ne sommes pas opposés à la liberté de choix. Mais nous sommes inquiets quand cette liberté devient une obligation. C'est-à-dire que le droit de choisir son école prend le pas sur le droit d'avoir une école de qualité et de proximité. Nous sou-

haitons que l'on crée de façon proactive de la mixité sociale et académique dans chaque école. On le fait dans d'autres pays

avec un succès réel. Les études montrent que ces facteurs – les réseaux concurrents, l'âge précoce de la filiarisation, la césure entre primaire et secondaire... – qui divisent les élèves, expliquent l'inégalité scolaire.

Est-ce que l'existence même des réseaux est un facteur de ségrégation ?

L'école libre n'est plus, comme dans les années 60 et 70, l'école des riches. Aujourd'hui, la fracture sociale traverse les réseaux. Mais la concurrence entre réseaux et l'existence d'un marché scolaire est un frein à davantage de mixité sociale.

Vous dites que Milquet a une idée marchande de l'école.

Je me réjouis de voir qu'elle

pose la question fondamentale du sens de l'école. Mais les prémices de réponses qu'elle donne dans le pacte vont fort dans le sens d'une école qui doit assurer une économie compétitive, le plein-emploi, etc. Selon moi, c'est inexact et dangereux. C'est un leurre de penser que l'adéquation école-entreprise serait un élément important dans la résolution du chômage. Il y a 1,1 % d'emplois non pourvus en Belgique - ce sont les emplois pour lesquels les employeurs ne trouvent pas de main-d'œuvre.

Et le taux de chômage est de 10 % au moins. Dans le meilleur des cas, améliorer les niveaux de qualification réduira le chômage d'un dixième. Et je suis sceptique quand on dit que l'école est un facteur de croissance économique. Il y a, c'est vrai, un lien entre les résultats à Pisa et le niveau du PIB par habitant. Des chercheurs disent qu'élever le niveau de l'école est un facteur de croissance économique. C'est une conclusion rapide. Car on peut prétendre que c'est le niveau économique qui relève l'école. On peut soutenir que les facteurs économiques expliquent la croissance et le niveau social et, donc, le niveau de l'école. Dire que l'école peut sauver l'économie est mensonger. En revanche, pour une société démocratique, l'école a un rôle à jouer. Pour que l'élève ait un rôle à jouer, pas seulement sur la croissance, mais aussi sur les questions de culture,

d'environnement, de religion. A moyens constants, orienter les contenus de l'école sur les besoins de l'économie se fera au détriment de ces savoirs porteurs de citoyenneté. Un exemple : à force d'insister sur les langues, on met le paquet dès la maternelle, au détriment de la géographie, de l'histoire, éléments essentiels pour comprendre la société et que seule l'école offre.

Vous dites encore que l'école du XXI^e, vue par Joëlle Milquet, est juste une école branchée sur internet...

C'est la forme la plus banale de ce rêve d'une adéquation école-entreprise. Il s'agit de formater le futur consommateur à s'adapter à ces innovations présentées comme indispensables. Mon expérience d'enseignant me fait dire que la difficulté n'est pas d'apprendre à se servir d'internet. Mais d'apprendre à faire le tri, à comprendre ce qu'on y trouve. Bien sûr qu'il faut des ordinateurs dans les écoles. Mais le défi, c'est accéder à la compréhension des savoirs, à leur maîtrise, leur construction. Et ça, ça ne s'apprend pas seul, devant un ordinateur. Cela se fait dans le cadre d'une relation pédagogique avec un enseignant.

Le calendrier prévu par la ministre vous inquiète.

On sait que les réformes que propose à l'Aped ne seront pas

politiquement faciles. Ce sera difficile - songez aux résistances dans le domaine des inscriptions. Si on s'attaque au marché scolaire, je comprends

les résistances des parents ; ils voient bien que l'enseignement est inégalitaire. Donc il faudra leur donner des garanties, les convaincre et ce sera un travail de longue haleine. On est à un tel stade de déglingue de notre école qu'il ne sert à rien de se presser. Il vaut mieux se donner le temps d'une réflexion approfondie, sereine, avec tous les acteurs. Et qu'on se donne le temps de transformer l'école en commençant par l'enseignement fondamental - revoir les programmes, revoir l'encadrement, les pratiques, créer des écoles à taille humaine. Qu'on reconstruise notre tissu éducatif petit à petit. Il faut un plan de réformes, après deux, trois ans de réflexion, qui prendrait lui-même une douzaine d'années pour se concrétiser. Le problème, c'est que la ministre réfléchit dans un temps qui est le temps d'une législature. Elle veut laisser une trace. Cela fait 30 ans que l'école se désagrège suite à des mesures d'austérité, à des réformes pédagogiques mal pensées, à des réformes généreuses mais exécutées sans vision globale. Et il ne faut pas imaginer que l'on va réparer tout ça en 2 ou 3 ans. C'est un mauvais calendrier. ■

**Propos recueillis par
PIERRE BOUILLON**